



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
25 septembre 2020

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

« NOUS BATTRE »...

CONTRE LES PATRONS ET LE GOUVERNEMENT

Alors que le gouvernement promettait 100 milliards d'euros supplémentaires au patronat avec un « plan de relance » censé redresser l'économie, les suppressions de postes se multiplient. La direction de Bridgestone veut fermer l'usine de Béthune, laissant près de 900 salariés sur le carreau. Un patron de plus qui condamne des centaines de familles à la galère et au chômage. Dans la droite ligne de la politique de Macron et Castex.

L'avalanche des suppressions de postes

Bridgestone s'ajoute à la longue liste des grands groupes qui suppriment des postes par milliers : Renault, Airbus, Air France, General Electric, Cargill, Alinea, Auchan, Nokia... et des centaines d'autres entreprises sous-traitantes.

À chaque fois, le même scénario. Ce sont d'abord les intérimaires, les prestataires et tous les autres salariés précaires qui sont mis à la porte. Arrive ensuite la deuxième vague, celle des licenciements, facilités par divers artifices juridiques grâce auxquels les patrons évitent souvent le déclenchement d'un (mal nommé) « Plan de sauvegarde de l'emploi ». Car ces PSE nécessitent quelques magouilles pour « justifier » les licenciements par les prétendues difficultés économiques de l'entreprise.

La crise sanitaire est le prétexte invoqué par ces grands groupes pour mener des restructurations massives. Certes le confinement a impacté l'activité. Mais les plans d'économie de Renault, d'Auchan ou de Nokia (le quatrième en cinq ans !) étaient prévus bien avant. Si l'année 2020 sera moins faste en profits, ces groupes ont versé des milliards de dividendes aux actionnaires ces dernières années. On est loin des difficultés des petits patrons (qui subissent d'ailleurs la pression des grandes entreprises).

Une thérapie de choc soutenue par le gouvernement

« Brutalité », « trahison »..., la fermeture de l'usine Bridgestone de Béthune a été critiquée par les politiciens de tous bords. Même Macron et Le Maire parlent de « se battre » contre les suppressions d'emplois. Mais cette restructuration généralisée menée par le patronat est orchestrée par le gouvernement. Toute sa politique vise à faciliter les manœuvres patronales. Comme ce décret de mai 2020 qui permet à des patrons de déclarer leur entreprise en faillite, puis de la racheter... sans les salariés. C'est ce que

vient de faire le groupe d'ameublement Alinea, dont les « pauvres » actionnaires (la famille Mulliez, sixième fortune de France), mettent ainsi à la porte 1000 personnes. Chez Derichebourg Aeronautics, c'est un Accord de performance collective (créé par les « ordonnances Macron » en 2017) amputant les salaires jusqu'à 400 € qui a été imposé par la direction. Grâce à ce dispositif, les employés qui refusaient ce chantage à l'emploi ont été automatiquement licenciés. La bourse ou la vie. Accepter les reculs ou finir au chômage.

Dialogue social, négociation locale... ou riposte générale !

Face à cette offensive générale du patronat, les syndicats jouent le jeu du dialogue social site par site : à Bridgestone, ils ont signé avec la direction un « accord de méthode » sous l'égide du gouvernement pour discuter pendant cinq mois (!)... de la meilleure manière de fermer l'usine !

Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces négociations étalées dans le temps et cloisonnées dans chaque entreprise. Elles ne peuvent que déboucher sur des reculs. Ce sont les salariés qui feront les frais des plans de compétitivité prétendument « négociés », mais voulus par les patrons.

Ce ne sont pas des subventions supplémentaires, ni des projets industriels alternatifs qui permettront le maintien des emplois et des salaires. C'est une riposte commune des travailleurs qui stoppera l'offensive. Pour cela, il faut que les salariés de différentes entreprises se coordonnent et se mobilisent ensemble.

Des initiatives commencent à se mettre en place, comme dans l'aéronautique, où des salariés syndiqués et non syndiqués de plusieurs entreprises de la région toulousaine s'organisent pour résister ensemble aux attaques patronales, qui, elles, sont bien coordonnées. Un exemple à reproduire et à étendre !

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

Entrée VIP devant notre boîte

Jeudi 17 septembre, au changement d'équipe du midi, l'équipe d'après-midi a eu droit à une délicate attention. Des « anges gardiens » sont venus aider celles et ceux qui arrivaient en voiture à trouver des places sur le parking ! C'est vrai que depuis que les collègues en normale se garent au même endroit, les places sont chères.

Au même moment, un rassemblement syndical se tenait devant les portes. Mais seuls les mauvais esprits verront un lien de cause à effet entre les deux...

Sans eux, pas de pack...

Mercredi 16 septembre, dans le secteur de PSA Poissy qui fabrique des batteries, 4 salariés ont débrayé pendant 1 heure 40. Cela a suffi pour arrêter la chaîne. Ils revendiquaient la reconnaissance de leur statut d'ouvrier professionnel, une amélioration des conditions de travail et sécurité, ainsi qu'une prime de risque. En effet, la zone est dangereuse : en 10 jours, les pompiers ont dû évacuer 4 fois le secteur à cause des risques électriques, chimiques et d'explosion. Suite au débrayage, la direction a paniqué car elle a déjà trop de retard dans la production. C'est le moment de se faire respecter...

Mariage d'intérêt contre nous

Les dirigeants de PSA et Fiat se sont mis d'accord pour les cadeaux du mariage des 2 groupes : l'équivalent de 4,26 milliards d'euros sera donné aux actionnaires de Fiat et 1,36 milliards pour les actionnaires de PSA. Selon la presse, le groupe PSA-Fiat aura ensemble 11,5 milliards de réserve de liquidité...

Les actionnaires s'entendent pour se partager les richesses que les ouvriers créent en travaillant. Si on ne veut pas se faire tondre, nous les ouvriers d'Opel, Fiat, Vauxhall et PSA, nous devons lutter ensemble contre nos patrons.

Xavier Bertrand : qui veut gagner des millions ?

Suite à l'annonce de la fermeture de Bridgestone de Béthune, Xavier Bertrand, président de la Région crie au scandale. Lui qui a versé de l'argent public sans contrepartie à cette entreprise propose maintenant comme reclassement aux salariés de venir travailler dans la future usine PSA-Total de batteries à Douvrin à 20 km de Béthune. Une usine qui sera construite là aussi avec de l'argent public : 1,3 milliards des États allemands et français, 80 millions de

la Région...

Xavier Bertrand promet 2 000 emplois (ça n'engage que lui), se prend pour le patron de PSA Total, mais oublie de dire que cette nouvelle usine signifie le déclin, voire la fermeture de l'usine moteur thermiques de PSA Douvrin de 1 600 salariés.

L'envers des tests Covid-19

Pour les patrons des laboratoires, la multiplication des tests Covid est d'abord l'occasion d'engranger les profits : la Sécurité sociale paye 73,59 euros chaque test, nettement plus qu'en Allemagne. Du côté des salariés, c'est surtout une surcharge de travail considérable, faute d'embauches. Des salaires réduits, et des primes Covid promises mais dont beaucoup n'en ont pas vraiment vu la couleur. La colère gronde dans le secteur : des salariés de laboratoires ont fait grève la semaine dernière, pour réclamer une augmentation de salaire et une prime.

Rénovation chez Macron

Opération très médiatisée à l'approche des journées du patrimoine : le bureau présidentiel a été refait, pour la somme de 930 000 euros, avec 15 000 feuilles d'or. Qui a parlé de « pognon de dingue » ? Il est vrai qu'à côté des 100 milliards destinés au patronat au nom de la « relance », c'est peanuts !

80 000 tonnes

C'est la quantité de pesticides interdits dans l'Union européenne parce que trop toxiques qui sont chaque année exportés par des industriels... de l'Union européenne. Des tonnes d'atrazine, une substance qui pollue l'eau et peut provoquer le cancer, sont ainsi produites, notamment par Syngenta

dans le Gard, et expédiées en Ukraine pour produire du maïs qui finit dans nos assiettes.

Les responsables européens se défendent en rejetant la faute sur les pays importateurs. Ça ne les empêche d'autoriser chaque année de nouvelles exportations. Faites ce que je dis, pas ce que je fais.

L'« aide » française au Liban

Quand le président libanais Aoun détourne l'aide internationale (destinée à reconstruire Beyrouth) pour s'assurer la fidélité de ses lieutenants, l'État français... l'aide à acheter des lacrymos et des flashballs.

